

L'export n'a rien apporté au PIB marocain en 2007

04/07/2008

Le rapport de Bank Al-Maghrib que Abdelktif Jouahri a présenté au roi mercredi 2 juillet, dresse un bilan globalement positif, mais porteur de grands avertissements. D'abord, même si l'économie internationale n'a pas été d'un grand secours, le Maroc s'en sort bien, grâce à la consommation des ménages. L'année 2007 a ainsi enregistré une croissance en repli à 2,7%. D'un côté, les secteurs non agricoles ont bondi de 6%, tirés surtout par l'industrie, les BTP, les télécommunications et le tourisme. Mais de l'autre, la valeur ajoutée agricole a sombré, affichant ainsi un recul de presque quatre points au niveau de sa contribution au PIB réel. Le rapport nous rappelle ainsi une réalité amère : si le Maroc ne redresse pas son agriculture, le PIB ne décollera pas, malgré les avancées des secteurs secondaires. Cela est d'autant plus vrai que l'emploi n'échappe pas à l'instabilité de la production agricole. Ainsi, le rapport de BAM précise que le taux de chômage a progressé de 0,1 point fin 2007 passant de 9,7% à 9,8% sous le poids de la perte d'emploi dans la campagne. Et si l'industrie et les secteurs des BTP, le tourisme et les télécoms nous évitent la catastrophe au niveau de l'emploi, leur apport est quasiment limité au niveau de l'export. Le rapport le dit clairement : «La contribution des exportations nettes de biens et services étant négative pour la première fois depuis 2004». D'ailleurs, le rythme d'accroissement des exportations se tasse avec une hausse arrivant à peine à 7,1%, soutenue principalement par les phosphates et leurs dérivés. Mais ces derniers s'avèrent incapables de couvrir la facture énergétique et alimentaire.

Du coup, 2007 a été une année sombre en terme de déficit commercial, qui a représenté près de 23% du PIB. Le gouffre est tel que les recettes du tourisme et des MRE n'ont pas suffi à le combler. Et là, intervient le deuxième rappel du rapport : en plus de l'agriculture et de la pêche, il faut à tout prix redresser les exportations. Mais aussi, faire preuve de vigilance face à l'inflation. En effet, si le taux d'inflation demeure faible par rapport à la conjoncture internationale, c'est que le budget de l'Etat fait des efforts monstres au niveau de la compensation des produits énergétiques et alimentaires, ce qui explique que le taux d'inflation s'est stabilisé à 2%. La situation demeure fragile, mais, toutefois, Bank Al-Maghrib reconnaît l'existence de facteurs de risque inflationniste qui concernent essentiellement les incertitudes entourant les prix des hydrocarbures et ceux des matières premières, la croissance rapide du crédit bancaire et les pressions latentes sur les revenus des ménages. Attention aux banques et aux impôts !

Si le secteur bancaire se porte bien, il a toutefois montré des signes de fragilité. Le rapport de Bank Al-Maghrib le rappelle, en soulignant que le rythme de croissance des crédits immobiliers incite à la vigilance. Cela est d'autant plus vrai que le secteur vit depuis février 2007, une situation de sous-liquidités. «Bank Al-Maghrib a dû procéder à des injections afin de maintenir le taux interbancaire à un niveau proche du taux directeur», lit-on dans le rapport. Mieux encore, pour injecter de l'oxygène dans la trésorerie des banques, le régulateur a dû baisser d'un point et demi le taux des réserves obligatoires. De même, une lourde menace pèse sur le budget de l'Etat, qui a su maintenir un équilibre à fin 2007, grâce à des recettes fiscales exceptionnelles. Cela n'a pas empêché Bank Al-Maghrib de souligner la nécessité de consolider la stabilité budgétaire à moyen et long terme. Trois éléments stratégiques permettront d'atteindre cet objectif. D'abord, la mise en place d'un dispositif de gestion des ressources humaines dans la fonction publique «qui stimule la productivité et assure une évolution des salaires, en cohérence avec les contraintes budgétaires», ensuite, la consolidation des équilibres passe par la refonte du système de compensation et enfin, la nécessité d'éviter que l'objectif de l'amélioration de la recette fiscale ne se transforme en pression fiscale sur l'économie. D'où la nécessité de bien penser la réforme du système d'imposition.

Khalid Tritki

Source: Le Soir Echos



<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1775>